



47344

Distr.  
LIMITÉE

DESJPA/STAT/ECA/95/WSSDE/doc. 3/10  
5 septembre 1995

Original: Français

Nations Unies

---

**Atelier sur les statistiques de l'activité intérieure de services**  
**17-21 juin 1996, Addis Abeba, Éthiopie**

***Le secteur informel: Cas du Maroc \****

---

**\* Ce document a été rédigé par M. Arroud Adberaja de la Direction de la statistique (DS) du Maroc. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et n'engagent pas les Nations Unies.**

## **SOMMAIRE**

### **I. INTRODUCTION**

### **II. DEFINITIONS DU SECTEUR INFORMEL (Cas du Maroc)**

### **III. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE NATIONALE SUR LES ENTREPRISES NON STRUCTUREES LOCALISEES (1988).**

- 1. Les Objectifs de l'enquête**
- 2. Unité d'observation et champ**
- 3. Base de sondage**
- 4. Méthode d'évaluation du chiffre d'affaires**

**4.1- Evaluation du chiffre d'affaires à partir des principaux services rendus.**

**4.2- Evaluation du C.A à partir des services rendus au cours de la période précédant l'enquête**

**4.3- Evaluation du C.A à partir des recettes d'une période donnée (Méthode directe).**

- 5. Principaux résultats découlant de l'enquête nationale auprès des entreprises non structurées localisées (1988).**

## **I- INTRODUCTION :**

Le secteur des services englobe une multitude d'activités hétérogènes permettant la survie d'une couche sociale très importante, particulièrement dans les pays sous développés où les activités du secteur sont souvent des activités non organisées, qui échappent au contrôle de la fiscalité.

La diversité des définitions des concepts ainsi que les difficultés rencontrées dans la classification des activités du secteur des services, expliquent l'incapacité des statisticiens ou des économistes à cerner ce secteur qui demeure une réalité difficilement quantifiable.

Le secteur informel constitue une part prédominante des services dans les économies de plusieurs pays en voie de développement, de ce fait il serait important de restreindre notre étude sur le secteur des services aux activités du secteur informel.

Actuellement, le Ministère chargé de la population accorde une importance extrême aux activités informelles qui sont devenues sujet d'actualité et se trouvent de plus en plus prises en considération au niveau de l'emploi et de la production. C'est ainsi que l'exploration statistique de ce vaste domaine a été déjà entamée, à priori par l'enquête sur les entreprises non structurées de 1988, qui a touché les trois secteurs : "Industries", "Commerce" et "Service". La mesure du poids des activités informelles et l'analyse de leurs articulations avec le secteur moderne nécessitent une connaissance approfondie de ces activités. Or les études menées jusqu'à présent ne permettent pas d'atteindre un tel objectif. De ce fait, il serait judicieux de mettre en place un dispositif d'observation et de suivi permanent de ce secteur.

La suite de cette note s'articule autour des deux points suivants: définitions du secteur informel et méthodologie suivie dans la collecte des données.

## II- DEFINITIONS DU SECTEUR INFORMEL (CAS DU MAROC) :

Pour cerner le champ des activités informelles, plusieurs définitions ont été adoptées, celles-ci diffèrent d'un pays à l'autre, ces définitions ont suivi deux voies différentes selon que l'unité statistique est le ménage ou l'établissement. Les deux orientations n'ont pas permis la mesure du secteur informel.

Au Maroc, ce secteur jouant un rôle important en tant que palliatif d'importance aux conséquences de l'exode rural de par ses potentialités d'accueil des jeunes, et sa contribution à la valeur ajoutée, reste caractérisé par l'absence quasi totale d'informations statistiques. Ce manque de données statistiques rend la tâche difficile quant à l'appréhension des mécanismes de fonctionnement de cette multitude d'activités hétérogènes complexes et où les formes de production, d'organisation et d'échange sont très complexes.

C'est dans ce cadre que la Direction de la statistique, organe de production de l'information économique et sociale, a décidé d'entreprendre des études visant à déterminer la contribution de ce secteur dans l'emploi et dans le PIB. L'approche adoptée se base sur l'enregistrement fiscal et la tenue de la comptabilité, a donné de bons résultats et a été appliquée au secteur du BTP en 1984.

Selon cette approche, le secteur informel se compose de toutes les unités économiques caractérisées par l'absence de la tenue de la comptabilité au sens bilan et comptes annexes. Cette population peut être scindée en deux sous-populations: La première est constituée d'unités ayant un local professionnel fixe et enregistré par l'administration du fisc. La seconde se compose du reste des activités (ambulants, travaux à domicile, les marchands de rue, les clandestins,...)

La population enregistrée a déjà fait l'objet d'une étude nationale de structure, la population qui reste à étudier se compose:

- Des travailleurs à domicile (activités industrielles)
- Des indépendants sans local (soukiers, la population exerçant son activité au marché aux puces, les marchands à la sauvette, les édicules où l'on vend des journaux, les gardiens de voitures, les cirqueurs, etc...)
- Les illicites (commerçants exerçant dans des lieux interdits, les contrebandiers, etc...)

### III- METHODOLOGIE DE L'ENQUETE NATIONALE SUR LES ENTREPRISES NON STRUCTUREES LOCALISEES (1988)

#### 1. Les objectifs de l'enquête :

Les principaux objectifs assignés à l'enquête, sont les suivants :

- Collecter les données chiffrées permettant, d'une part, d'estimer un nombre de variables telles que la production, la valeur ajoutée, l'emploi et salaires, l'investissement, etc... et d'autre part, d'évaluer les contributions respectives des secteurs organisés et non organisés au sein de chaque branche.

- Recueillir des données d'ordre qualitatif reflétant le point de vue des entrepreneurs sur un certain nombre de caractéristiques en relation avec leur activité. Celles-ci permettront de mieux cerner les problèmes de fonctionnement du secteur non organisé et d'agir en conséquence sur sa réorganisation et son développement.

- Mettre en place, un fichier exhaustif d'entreprises permettant de dégager quelques indicateurs pour suivre l'évolution de l'activité de ce secteur.

#### 2. Unité d'observation et champ :

L'unité d'observation étant l'entreprise, celle-ci est représentée par un ensemble de locaux où s'exerce une ou plusieurs activités exploitées par une même personne physique ou morale et qui y exerce sa responsabilité de décision en tant que propriétaire des fonds ou des moyens de production. Quant au champ de l'enquête celui-ci regroupe toutes les unités économiques non agricoles localisées dans le milieu urbain et caractérisées par l'absence de

la comptabilité. Mais compte tenu de l'immensité du champ de l'enquête, celui-ci va se limiter dans un premier temps aux branches d'activités pour lesquelles il ya absence quasi-totale de données chiffrées.

Les branches d'activités ayant fait l'objet d'études récentes ainsi que celles pour lesquelles il ya un minimum de renseignements statistiques sous-produites de leurs activités économiques ne constituent pas une priorité et sont par conséquent éliminées du champ de l'enquête.

Ainsi le champ de l'enquête se réduit aux branches suivantes:

- Réparation
- Transports
- Services annexes et auxiliaires des transports
- Services fournis aux entreprises
- Affaires immobilières
- Hébergement et restauration
- Services personnels
- Services récréatifs et culturels.

### 3. Base de sondage :

L'élaboration d'une base de sondage adéquate et récente, répondant aux besoins de l'enquête (étude de toutes les activités économiques) nous a conduit à étudier les différents fichiers disponibles à la Direction de la Statistique et dans d'autres Administrations.

Le fichier des patentes relatifs à l'exercice 1986 s'est avéré, en le comparant à d'autres fichiers, le plus complet et plus adapté à la réalisation de cette enquête de grande envergure qui englobe un grand nombre d'activités économiques.

#### 4. Méthodes d'évaluation du chiffre d'affaires :

D'ordinaire pour pouvoir appréhender convenablement les grandeurs économiques annuelles, on ne se contente pas d'un seul passage dans l'année avec une observation très limitée dans le temps et une seule et unique déclaration de l'enquêté, laquelle sera d'autant plus imprécise qu'il n'ya aucune comptabilité susceptible d'aider l'interviewé à se rappeler de ce qu'il a réalisé comme achats et recettes l'année écoulée. Plusieurs passages doivent être donc envisagés afin de pallier les erreurs qui entâcheraient toute tentative d'estimation rétrospective des différentes grandeurs économiques qui seraient engendrées soit par les défaillances de mémoire des enquêtés, soit par les fluctuations saisonnières. Or les techniques d'estimation nouvellement conçues pour l'évaluation de la recette annuelle, variable la plus difficile à estimer, nous permettent de nous limiter à un seul passage. En effet les méthodes d'évaluation des recettes annuelles dont le détail est exposé ci-dessous, tiennent compte des fluctuations saisonnières puisqu'elles prévoient la collecte des données se rapportant à la période de pointe, de creux en plus de la période normale.

##### 4.1- Evaluation du chiffre d'affaires à partir des principaux services rendus :

Cette méthode se base sur les recettes moyennes des principaux services. Chacune de ces recettes est calculée indépendamment l'une de l'autre en utilisant la quantité, la période et le prix unitaire moyen correspondants au service rendu. Connaissant, par ailleurs, le poids de ces principaux services par rapport à l'ensemble des services rendus par l'entreprise, on obtiendra facilement la recette totale de l'activité en question.



En cas d'existence du commerce comme activité secondaire, l'estimation des recettes provenant de celle-ci s'ajoutera à la recette totale pour avoir la recette globale correspondant à l'ensemble des activités exercées par cette unité.

Au cas où l'entreprise n'a pas d'activité secondaire, la recette globale sera égale à la recette totale due aux activités de services seulement.

**Formulation de cette méthode :**

soient :

$Q_{ij}$  : quantité moyenne réalisée du service  $i$  durant la période  $j$ .

$t_j$  : Durée de la période  $j$ .

$P_i$  : Prix unitaire du service  $i$ .

$r_{ij}$  : Recette du service  $i$  pendant la période  $t_j$ .

$T$  : Durée d'activité de l'entreprise durant l'année.

On a :  $r_{ij} = P_i \times Q_{ij}$

La recette annuelle des services  $i$  est :

$$r_i = \sum_j r_{ij} = P_i \sum_j Q_{ij}$$

$$\text{Or } \sum_j Q_{ij} = \frac{T}{t_j} \times Q_{ij}$$

$$\text{Donc : } r_i = \left( \frac{Q_{ij} \times T}{t_j} \right) P_i$$

La recette des principaux services est :  $R = \sum_i r_i$

Soit, par ailleurs,  $p$  le poids des principaux services dans l'activité de l'entreprise. La recette totale correspondant à cette activité est la suivante :

$$R_1 = \frac{R}{p} \quad \text{avec} \quad 0 < p < 1$$

L'estimation des recettes provenant de l'activité commerciale est  $R_c$ , alors la recette globale correspondant au chiffre d'affaires de l'entreprise sera :  $R_g = R_1 + R_c = CA$

#### 4.2- Evaluation du chiffre d'affaires à partir des services rendus au cours de la période précédant l'enquête :

Le chiffre d'affaires de l'entreprise est estimé selon cette méthode à partir des services rendus au cours de la période précédant le jour de l'enquête. Cette période est uniforme pour l'ensemble des services rendus.

Connaissant le total des recettes réalisées au cours de cette période, que l'on situe dans le tableau du rythme d'activité pour savoir s'il s'agit d'une période normale, de pointe ou de creux; on arrivera à déterminer la recette totale en tenant compte des variations saisonnières.

#### Formulation de la méthode :

Disposant du tableau des variations saisonnières suivant :

DESTINATION DE LA PERIODE	DUREE	COEFFICIENTS SAISONNIERS (PAR RAPPORT A LA PERIODE) NORMALE
Normale	$T_1$	$C_1 = 1$
De pointe	$T_2$	$C_2$
De creux	$T_3$	$C_3$

On suppose que la période concernée  $t$  se situe dans une période normale. Soient  $r$  la recette correspondant à  $t$  et ,  $T_1$ ,  $T_2$ ,  $T_3$  les durées d'activité des périodes, normale, de pointe et de creux. Ces durées sont obtenues en tenant compte des jours de fermeture de l'entreprise.

Ainsi la recette totale  $R$  sera :

$$R_t = (rT_1)/t_0 + (rT_2 \cdot C_2)/t_0 + (rT_3 \cdot C_3)/t_0$$

$$R = \frac{r}{t_0} [T_1 + (T_2 \cdot C_2) + (T_3 \cdot C_3)]$$

Le chiffre d'affaire de l'entreprise est égal à la recette globale :

$$C.A = R_t = R_1 + R_c \text{ avec } R_c : \text{ recette commerciale}$$

Dans le cas où la période retenue se situe dans une période autre que la normale, on ramènera les coefficients saisonniers correspondant à la période saisonnière correspondante à la date de référence des recettes déclarées.

Les recettes seront, dans le cas, calculées de la même façon que précédemment.

#### 4.3- Evaluation du chiffre d'affaires à partir des recettes d'une période donnée (méthode directe) :

Cette méthode est qualifiée de "Directe" parce qu'elle se base sur la déclaration de l'entrepreneur concernant l'ensemble de ses activités exercées durant la période de référence. Cette déclaration ne fournit aucun détail sur la répartition des recettes réalisées selon les services rendus, contrairement aux méthodes

### Formulation de la méthode :

Soit  $x$  la recette réalisée au cours de la période de référence retenue et  $T_i$  la durée d'activité de l'entreprise au cours de la période saisonnière  $i$ ; pour les variations saisonnières, on se référera au tableau figurant dans la deuxième méthode d'évaluation. On supposera aussi que la période considérée  $t_0$  se situe dans une phase normale du rythme d'activité. Ainsi le chiffre d'affaire de l'entreprise sera :

$$C.A = \frac{x T_1}{t_0} + \frac{x T_2 C_2}{t_0} + \frac{x T_3 C_3}{t_0}$$

avec :

$C_i$  : Coefficient saisonnier de la période  $i$ .

$t_0$  : Durée de la période de référence .

### 5- PRINCIPAUX RESULTATS DECOULANT DE L'ENQUETE NATIONALE AUPRES DES ENTREPRISES NON STRUCTUREES LOCALISEES (1988) :

Nous nous limitons à la présentation de quelques tableaux statistiques sur les activités informelles des services couvertes par l'enquête nationale sur les entreprises non structurées localisées au milieu urbain (1988). Tout en rappelant qu'aucune étude récente sur le secteur informel n'a été menée jusqu'à présent en raison de l'absence des bases de sondage actualisées. Toutefois il convient de préciser qu'une note, d'une trentaine de pages non publiée portant sur l'emploi informel au Maroc et sa contribution économique est disponible.

**REPARTITION DES PRINCIPALES GRANDEURS SELON LA FORME JURIDIQUE**

Forme Juridique	Entreprises		Emploi		Production		Valeur ajoutées		Investis.		Salaires	
	Effectif	%	Effectif	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%
Entr. Indiv.	66832	91,08	138201	88,28	7149180	90,00	5392178	90,16	199777	91,44	582223	8
S.A.R.L	2088	2,84	6396	4,09	273706	3,45	199522	3,34	5886	2,69	34542	
STE DE FAIT	3128	4,26	9083	5,81	388405	4,90	294958	4,93	7908	3,62	31499	
AUTRES FORMES	1331	1,82	2849	1,82	130920	1,65	94182	1,57	4909	2,25	9966	
TOTAL	73379	100	156529	100	7942211	100	5980840	100	216480	100	658230	

**REPARTITION DES PRINCIPALES GRANDEURS PAR TRANCHE D'EMPLOI**

Tranche d'emploi	Entreprises		Emploi		Production		Valeur ajoutée		M.S.
	Effectif	%	Effectif	%	Montant 10 <sup>9</sup> h	%	Montant 10 <sup>9</sup> h	%	
1	25441	34,67	25441	16,25	1815186	22,86	1365487	22,83	200
2	26486	36,09	52972	33,85	2416177	30,43	1824752	30,51	300
3	13222	18,02	39666	25,34	1734301	21,84	1318564	22,05	600
4 et 5	6879	9,38	29322	18,78	1359129	17,12	1006588	16,83	200
6 et plus	1351	1,84	9128	5,88	615678	7,75	465435	7,78	700
TOTAL	73379	100	156529	100	7942211	100	5980840	100	2000

**REPARTITION DES PRINCIPALES GRANDSURS PAR TRANCHE DE LA DATE DE CREATION**

Grandsurs Economiques	Entreprises		Emploi		Production		Valeur ajoutée		Investis.		Salaires	
	Effectif	%	Effectif	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%
Avant 1955	5735	9,18	12982	8,29	560479	7,06	425512	7,11	6483	2,97	52449	7,97
de 1956 à 1959	3088	4,21	5845	3,74	259152	3,26	189113	3,16	2454	1,12	21873	3,32
de 1960 à 1964	5522	7,53	12070	7,71	603031	7,60	448527	7,50	4788	2,19	54134	8,22
de 1965 à 1967	2599	3,54	5631	3,60	262174	3,30	207862	3,48	7805	3,57	25611	3,89
de 1968 à 1972	8314	11,33	17471	11,16	800038	10,07	631560	10,56	17834	8,16	76733	11,66
de 1973 à 1978	12437	16,95	28446	18,17	1376003	17,32	1104596	18,47	54041	24,74	133132	20,23
de 1979 à 1982	14393	19,61	29085	18,58	1741804	21,93	1287117	21,52	26036	11,92	106808	16,23
de 1983 et +	20291	27,65	44999	28,75	2339530	29,46	1686553	28,20	99039	45,33	187490	28,48
<b>TOTAL</b>	<b>73379</b>	<b>100</b>	<b>156539</b>	<b>100</b>	<b>7942211</b>	<b>100</b>	<b>5980840</b>	<b>100</b>	<b>218480</b>	<b>100</b>	<b>658230</b>	<b>100</b>

**REPARTITION DES PRINCIPALES GRANDEURS PAR TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

Chiffre d'affaires 10 <sup>3</sup>	Entreprises		Emploi		Production		Valeur ajoutée		Investis.		Salaires	
	Effectif	%	Effectif	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%
de 00 à 49	27242	37,12	45552	29,10	792384	9,98	628788	10,51	10026	4,59	66801	10,15
de 50 à 99	21743	29,63	44036	28,13	1595839	20,09	1138597	19,04	45187	20,68	145115	22,05
de 100 à 199	15154	20,65	38302	24,47	2110390	26,57	1555861	26,01	82187	37,62	221484	33,65
de 200 à 499	7704	10,50	22596	14,44	2177113	27,41	1594226	26,66	73900	33,82	173401	26,34
de 500 à 999	1160	1,59	4232	2,70	749603	9,44	628227	10,50	4476	2,05	32838	4,99
de 1000 à 1999	322	0,44	1326	0,85	381108	4,80	337198	5,64	2231	1,02	10275	1,56
de 2000 et +	54	0,07	485	0,31	135774	1,71	97943	1,64	473	0,22	8316	1,26
TOTAL	73379	100	156529	100	7942211	100	5980940	100	218480	100	658230	100



**REPARTITION DES GRANDS SECTEURS ECONOMIQUES PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

Branches	Entreprises		Emploi		Production		Valeur ajoutée		Investis.		Salaires	
	Effectif	%	Effectif	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%	Montant 10 <sup>3</sup> dh	%
Réparations	20328	27	43931	27	1493836	19	1281711	21	8154	4	121116	18
Transports	14924	20	25882	16	2216787	28	1519814	25	142764	65	160584	24
Serv. & axil. tr	1772	3	3786	3	186355	2	150968	3	6076	3	19599	3
Serv. form. entr	3663	5	6713	5	353926	5	288657	5	9933	5	21928	4
Affair. insab.	3339	5	5064	4	204506	3	187976	4	1727	0	11714	2
Reberg. restau.	10907	15	32059	21	1992664	25	1367210	23	24386	12	180111	28
Serv. Personnels	17314	23	36024	22	1417977	18	1119088	18	23318	11	136312	20
Serv. recr. cult.	1132	2	3070	2	76160	0	65416	1	2122	0	6866	1
<b>TOTAL</b>	<b>73379</b>	<b>100</b>	<b>156529</b>	<b>100</b>	<b>7942211</b>	<b>100</b>	<b>5980840</b>	<b>100</b>	<b>218480</b>	<b>100</b>	<b>658230</b>	<b>100</b>

REPARTITION DES PRINCIPALES GRANDEURS SELON LES GRANDES VILLES DU ROYAUME

Grand.Econom Villes	Entreprise %	Emploi %	Production %	Val.Ajout. %	Investis. %	Salaire %
CASABLANCA	31,40	31,84	32,04	33,78	23,97	29,23
RABAT-SALE	12,65	12,51	9,61	9,61	6,98	12,03
MARRAKECH	5,78	5,85	4,80	4,80	0,95	4,69
FES	5,56	6,00	5,67	5,78	2,61	8,45
MEKNES	5,00	4,45	4,21	4,05	10,21	3,72
TETOUAN	4,84	6,40	6,08	5,97	18,19	13,47
TANGER	4,76	4,96	8,33	8,51	5,52	8,22
RESTE	30,01	28,00	29,26	27,77	31,57	20,19
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

**POIDS DES ENTREPRISES NON STRUCTUREES**  
**PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DU SECTEUR DES SERVICES**

Grandeurs économiques	Nbre Entre.	Emploi	Produc.	Val.Aj	Inves.	Salaire
Poids %	30	33	26	29	43	43

**RATIOS CARACTERISTIQUES DU SECTEUR DES SERVICES**

Ratios	Valeur
1. <u>Emploi</u> Nbre d'entreprises	2,13
2. <u>Production</u> Nbre d'entreprise	108 200 dh
3. <u>Production</u> Emploi	50 700 dh
4. <u>Valeur ajoutée</u> Emploi	38 200 dh
5. <u>Valeur ajoutée</u> Production	75%
6. <u>Massa salariale</u> Valeur ajoutée	11%
7. <u>Massa salariale</u> Production	8%
8. <u>Salaires nets</u> Emploi salarié	9 271 dh
9. <u>Valeur ajoutée</u> nbre d'entreprise	81 500 dh